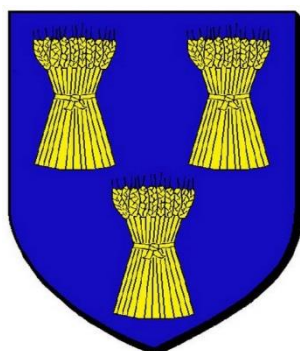


Département du Puy de Dôme (63)

Commune de Saint-Flour l'Etang



Elaboration du zonage d'assainissement des eaux usées

Dossier d'enquête publique

Partenaires techniques et financiers :



Dossier 160811
Juillet 2018

Suivi de l'étude

Numéro de dossier :

160811

Maître d'ouvrage :

Commune de Saint-Flour l'Etang

Mission :

Elaboration du zonage d'assainissement des eaux usées

Modifications :

Version	Date	Modifications	Rédacteur	Relecteur
V1	08/2018	Document initial	CLB	CYL

Contact :

Réalités Environnement
165, allée du Bief – BP 430
01604 TREVOUX Cedex
Tel : 04 78 28 46 02
Fax : 04 74 00 36 97
E-mail : environnement@realites-be.fr

Nom et signature du chef de projet :

Marc WIRZ



Marc WIRZ

Sommaire

Rapport de présentation non technique 7

I. Synthèse des étapes aboutissant à l'élaboration du zonage d'assainissement.....9

II. Justifications des modifications9

Etat des lieux 11

I. Présentation de la commune..... 13

I.1. Localisation géographique.....13

I.2. Contexte socio-économique.....14

II. Présentation du milieu naturel 19

II.1. Géologie et hydrogéologie19

II.2. Occupation des sols20

II.3. Patrimoine naturel21

II.4. Contexte hydrographique22

Zonage d'assainissement des eaux usées 27

I. Objectifs et réglementation..... 29

I.1. Objectifs.....29

I.2. Rappel réglementaire30

II. Etat des lieux de l'assainissement collectif communal 32

II.1. Organisation et gestion32

II.2. Inventaire des rejets.....32

II.3. Caractéristiques du système d'assainissement.....32

III. Etat des lieux de l'assainissement autonome communal..... 35

III.1. Organisation du service d'assainissement non collectif.....35

III.2. Faisabilité de l'assainissement non collectif.....35

IV. Zonage d'assainissement des eaux usées..... 37

IV.1. Zones en assainissement collectif	37
IV.2. Zones en assainissement non collectif	38
IV.3. Cartographie	42
IV.4. Orientations	42
Annexes	43
Annexe 1 : Plan des réseaux d'assainissement	
Annexe 2 : Projet de zonage d'assainissement des eaux usées	
Annexe 3 : Fiches descriptives des filières autonomes préconisées	
Annexe 4 : Avis de la DREAL sur la nécessité d'une étude environnementale	

Avant-propos

La commune de Saint-Flour-l'Etang, située dans le département du Puy-de-Dôme, élabore actuellement son schéma directeur d'assainissement. De plus, le bourg fait l'objet d'un plan d'aménagement autour principalement de l'école, de la salle des fêtes et de la restructuration de la RD303..

Dans ce cadre, la commune de Saint-Flour-l'Etang, souhaite élaborer le zonage d'assainissement des eaux usées de son territoire. L'étude vise notamment à définir les modalités d'assainissement les plus adaptées sur les zones urbanisées et urbanisables de la commune de Saint-Flour-l'Etang.

L'étude préalable à l'établissement du zonage d'assainissement a consisté à :

- Etablir un état de lieux de la situation actuelle ;
- S'interroger sur les solutions d'assainissement sur les zones urbanisées ou urbanisables non desservies par un réseau d'assainissement collectif ;
- Arrêter un choix pour chaque secteur du territoire communal ;
- Justifier les solutions retenues.

Ce rapport présente donc l'élaboration du zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Saint-Flour-l'Etang, à la suite de la réalisation de schéma directeur d'assainissement.

Cette procédure n'est pas soumise à évaluation environnementale, conformément à la décision de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Rhône-Alpes (DREAL), du XX/XX/2018, présentée en Annexe 5.



Rapport de présentation non technique

I. Synthèse des étapes aboutissant à l'élaboration du zonage d'assainissement

Les étapes ayant permis l'élaboration du projet de zonage sont les suivantes :

- 2014 : Projet d'Aménagement du Bourg
- 2017-2018 : élaboration du schéma directeur d'assainissement de la commune
- 2^{ème} semestre 2018 : ouverture de l'enquête publique pour la mise à jour du zonage d'assainissement.

II. Justifications des modifications

Un zonage d'assainissement est actuellement en vigueur sur le territoire communal. Il a été réalisé au cours de l'année 2007.

Deux justifications principales imposent l'élaboration du zonage d'assainissement des eaux usées à savoir l'élaboration du schéma directeur d'assainissement et le lancement des travaux inscrits dans le plan d'aménagement du bourg.



Etat des lieux

I. Présentation de la commune

I.1. Localisation géographique

La commune de Saint-Flour l'Etang est située à l'Est du département du Puy-de-Dôme, à environ 45 km à l'Est de Clermont-Ferrand et à 20 km au Sud de Thiers.

Le territoire communal s'étend sur une superficie d'environ 9.55 km². Il est composé d'un bourg principal d'une trentaine de hameaux dont Chavaroche, le Clos, Charmène et Fontbertasse.

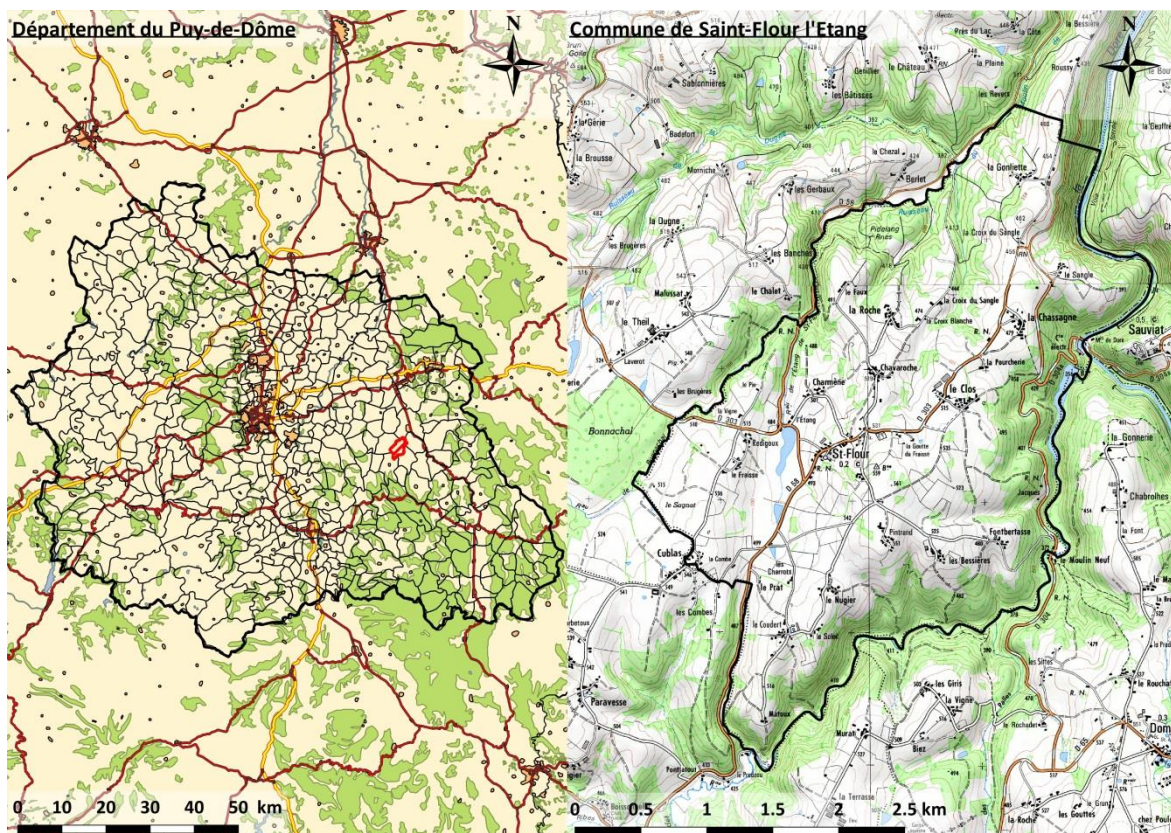
La commune de Saint-Flour l'Etang fait partie de la communauté de communes « Thiers Dore et Montagne » depuis le 01 janvier 2017. Cette nouvelle institution regroupe 4 anciennes communautés de communes dont celle du Pays de Courpière dont faisait partie Saint-Flour l'Etang.

Les compétences obligatoires de cette nouvelle institution sont notamment :

- La gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations depuis le 01 Janvier 2018 ;
- L'assainissement à partir du 01 Janvier 2020 ;
- L'eau à partir du 01 Janvier 2020.

La commune est traversée du Nord à l'Est par la RD303 et par la RD58 du Nord au Sud du territoire communal.

La figure suivante présente la localisation géographique de la commune.



Localisation géographique de la commune de Saint-Flour-l'Etang

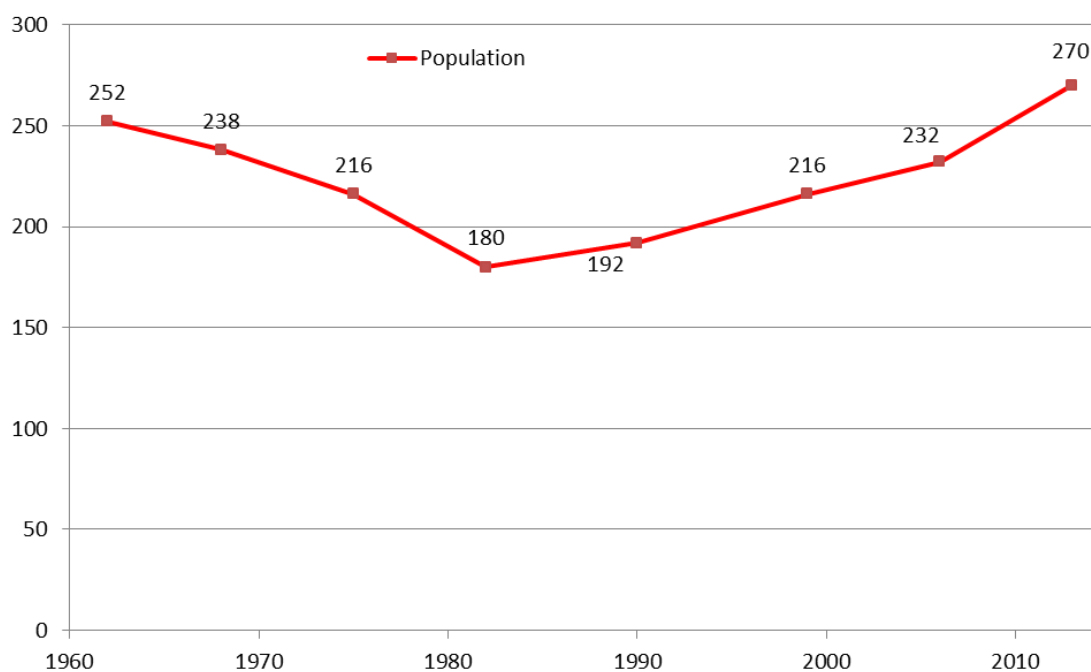
I.2. Contexte socio-économique

I.2.1. Démographie

Source : INSEE données 2013 – Commune de Saint-Flour l'Etang

Le tableau et le graphique ci-dessous présentent l'évolution démographique du territoire de la commune depuis 1962.

Année	1962	1968	1975	1982	1990	1999	2006	2013
Population	252	238	216	180	192	216	232	270
Taux d'évolution entre recensement	-5.6%	-9.2%	-16.7%	6.7%	12.5%	7.4%	16.4%	
Taux d'évolution annuel	-0.9%	-1.4%	-2.6%	0.8%	1.3%	1.0%	2.2%	



Evolution démographique de la population de Saint-Flour l'Etang

La population de la commune de Saint-Flour l'Etang a baissé d'environ 70 habitants entre 1962 et 1982. Depuis, on constate une augmentation constante de la population pour atteindre 270 habitants en 2013.

I.2.2. Organisation de l'habitat

D'après le recensement de 2013, le parc résidentiel de Saint-Flour-l'Etang compte 177 logements, dont 115 résidences principales, soit près de 65 % du parc immobilier.

La commune présente un ratio d'habitant par logement équivalent à 2,3.

Avec 52 logements secondaires et 10 logements vacants, la population supplémentaire à prendre en compte s'élève à 140 habitants environ (hors établissements d'accueil).

I.2.3. Urbanisme

I.2.3.1. Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de Livradois-Forez

La commune de Saint-Flour l'Etang fait partie du Schéma de Cohérence Territoriale de Livradois-Forez. Ce SCoT regroupe 102 communes réparties dans 3 communautés de communes.

Le périmètre du SCoT Livradois-Forez a été approuvé par arrêté préfectoral le 10 avril 2015. En 2016, les enjeux du territoire ont été identifiés à travers la réalisation d'un diagnostic détaillé. Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) est en cours d'élaboration.

I.2.3.2. Carte communale

La commune dispose d'une carte communale depuis 2005. Il a été constaté que l'habitat sur le territoire communal est dispersé.

Le rapport de présentation de la carte communale mentionne quatre contraintes qui limitent l'extension de certains hameaux :

- Contraintes d'aspect - préservation des sites ;
- Contraintes physiques - accessibilité des terrains ;
- Contraintes liées aux possibilités d'alimentation en eaux, électricité ... ou à l'assainissement ;
- Contraintes agricoles (essentiellement dues à la présence de bâtiments logeant du bétail).

La carte communale met en avant le développement du hameau de Chavaroches et sa fusion avec le Bourg. Une carte a été créée pour chacun des hameaux et recense les terrains constructibles.

Le tableau suivant reprend les hameaux concernés par des terrains constructibles, ou construits depuis 2005 (terrains constructibles ou en construction en 2005).

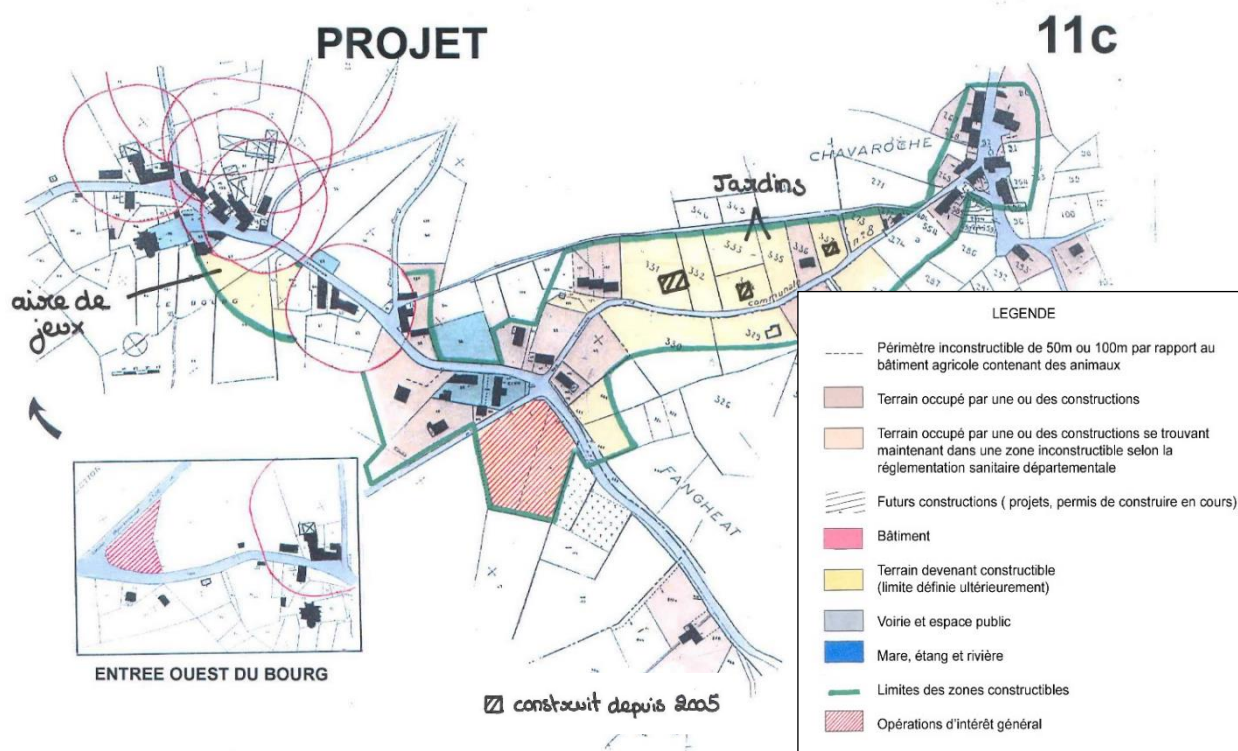
Hameaux	Parcelles constructibles en 2017	Parcelles construites (bâti dur et bâti léger) depuis 2005
Charmène	1	-
Chavaroches	6 dont 2 correspondant à des jardins	5
Cublas	2	-
La Chassagne	10	1 (abri de jardin)
La Gonliette	9	-
La Roche	5	-
Le Grand Champ	-	1
Le Bourg	7 dont 2 pour le PAB, 3 partielles et 1 correspondant à un jardin	2 dont 1 derrière la mairie pour une aire de jeux

Hameaux	Parcelles constructibles en 2017	Parcelles construites (bâti dur et bâti léger) depuis 2005
Le Chassaing	4 dont deux qui sont l'avant d'une habitation	1
Le Clos Bas	4	4 dont 1 en partie en dehors du périmètre de la carte communale
Le Soleil	3	-
Le Fraisse	2	-
Redigoux	3	-
Le Sangle	1	-
Total	56	12

Les deux parcelles situées dans le bourg à l'Est du cimetière et l'entrée du bourg au niveau du croisement des RD 303 et RD 58 ont été classées comme opération d'intérêt général et font partie du programme d'aménagement du bourg (PAB) détaillé ci-après.

Avec 56 parcelles constructibles (dont 6 occupées et 3 partielles), la population supplémentaire sur l'ensemble du territoire communal pourrait s'élever à **108 habitants** sur la base d'une habitation par parcelle entière et inoccupée. Au niveau du bourg, seul secteur assaini collectivement, **seule une parcelle** est complète et non occupée à l'heure actuelle.

Le hameau de Chavaroche s'est étendu ces dernières années, 6 parcelles sont encore constructibles entre le hameau et le bourg (deux sont des jardins à l'heure actuelle).



Extrait de la carte communale au niveau du Bourg et de Chavaroche mis à jour

I.2.4. Programme d'Aménagement du Bourg (PAB)

En 2014, la municipalité de Saint-Flour l'Etang a lancé le projet d'étude du Programme d'Aménagement du Bourg. Le but de cette étude est de proposer des opérations d'aménagement cohérentes entre elles et d'obtenir des financements pour leur réalisation.

Cinq zones ont été définies :

- les abords de l'école,
- les abords de la Mairie,
- les abords de la Salle des fêtes,
- la traversée RD 303,
- l'intersection RD 303 et RD 58.

Après une étude préalable, le premier chantier retenu est celui des abords de l'école.

Les aménagements prévus sur cette zone concernent la circulation (déplacement de l'intersection de la VC8 avec la RD303, création d'une voie réservée pour les bus), le stationnement (création d'une zone de stationnement) et le logement. La parcelle constructible (parcelle n°154) servira à la construction de 4 à 5 logements individuels groupés soit 10 à 12 habitants supplémentaires.



Projet d'aménagement des abords de l'école et de la salle des fêtes (Source : bureau d'études Réalités)

Les perspectives d'urbanisation liées à la carte communale ne semblent pas totalement pertinentes à considérer étant donné que ce document a une durée de vie limitée, et qu'elle est susceptible d'être modifiée à moyen termes. En effet, un Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) pourrait être élaboré dans les années à venir. De plus, la carte communale n'indique que des parcelles constructibles sans préciser le type d'urbanisation de ces secteurs. Les perspectives d'urbanisation sont donc basées sur de nombreuses hypothèses et rendent les résultats incertains.

Le territoire communal est en capacité d'accueillir une population dont le taux d'évolution annuel serait d'1,5%.

A court terme, la population avec le PAB augmentera de 12 habitants.

I.2.5. Activités professionnelles et établissements d'accueil

I.2.5.1. Activités professionnelles :

Source : société.com

La commune compte dix-neuf établissements. L'activité prépondérante est l'agriculture.

Activité	Nombre d'entreprise
Exploitations agricoles et services associés	10
Artisans	2
Hébergement	1
Services	1
Divers	5
Total	19

La commune se caractérise par ses exploitations agricoles qui représentent un peu plus de la moitié des entreprises présentes sur le territoire communal.

Parmi les exploitations agricoles, 6 font de l'élevage. Une seule exploitation agricole, spécialisée dans l'élevage de vaches laitières, est présente dans le bourg.

Aucun établissement de la commune ne fait l'objet actuellement d'une autorisation ou d'une convention de déversement.

I.2.5.2. Etablissements d'accueil :

La commune compte plusieurs établissements d'accueil :

- une école maternelle et cantine scolaire qui compte 20 élèves environ ;
- une salle des fêtes pouvant accueillir jusqu'à 130 personnes ;
- une chambre d'hôtes ayant la capacité d'accueillir jusqu'à 10 convives ;
- un gîte rural pour six personnes.

II. Présentation du milieu naturel

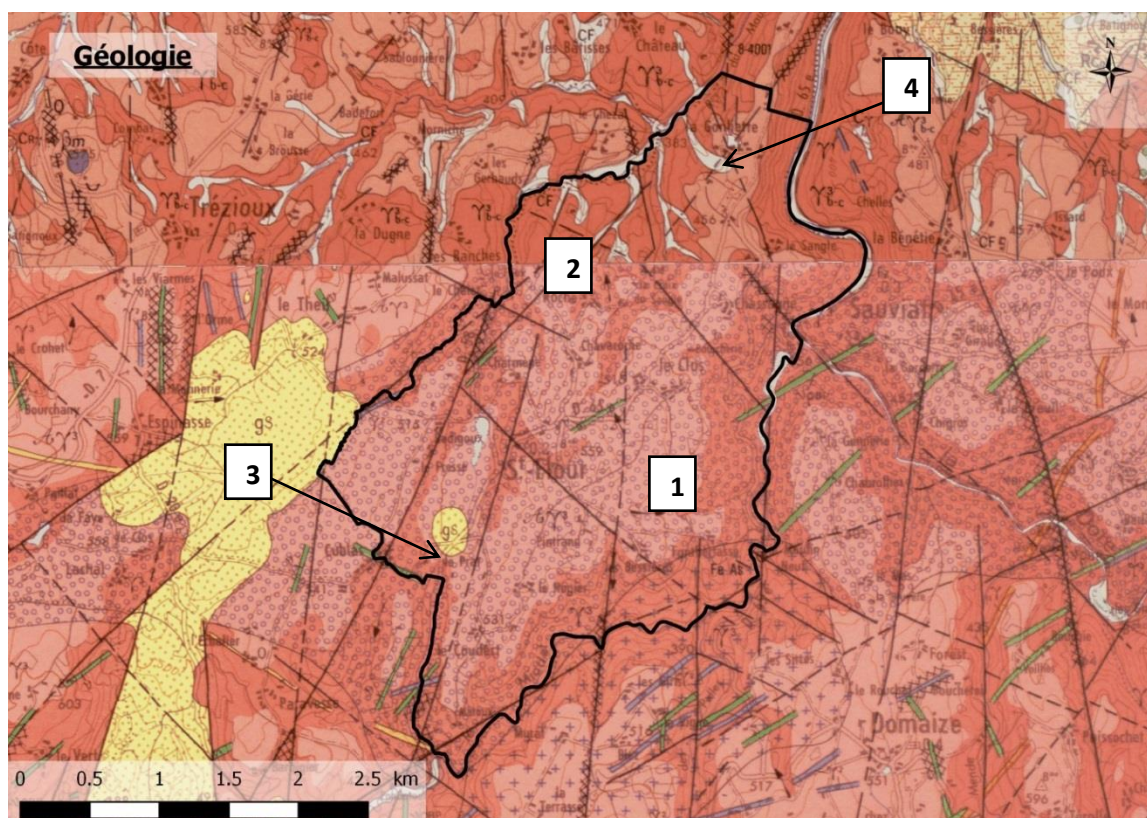
II.1. Géologie et hydrogéologie

II.1.1. Contexte géologique

Le territoire de Saint-Flour l'Etang est occupé par plusieurs types de formations :

- Majoritairement, des faciès d'altération de granite de Saint-Dier, gris à cordiérite [1] ;
- Entouré de granites calco-alcanin à biotite et cordiérite [2] ;
- Des sables et sables argileux gris-vert provenant de l'Oligocène. [3] ;
- Des sables et argiles : colluvions et alluvions de bas de versant et fond de vallon des régions à roches cristallines, notamment autour de la Dore [4].

La carte suivante présente les caractéristiques géologiques du sous-sol communal.



Carte géologique de la commune de Saint-Flour l'Etang

II.1.2. Contexte hydrogéologique

Source : ADES

Le territoire de Saint-Flour l'Etang est inclus dans le territoire de la masse d'eau souterraine « Madeleine BV Allier » (1740 km²) (FRGG143). Il s'agit d'un socle à écoulement libre. En raison de son mauvais état chimique, son objectif de bon état a été reporté en 2021. En effet, cette masse d'eau souterraine présente un fort risque au titre du bon état chimique lié aux pesticides.

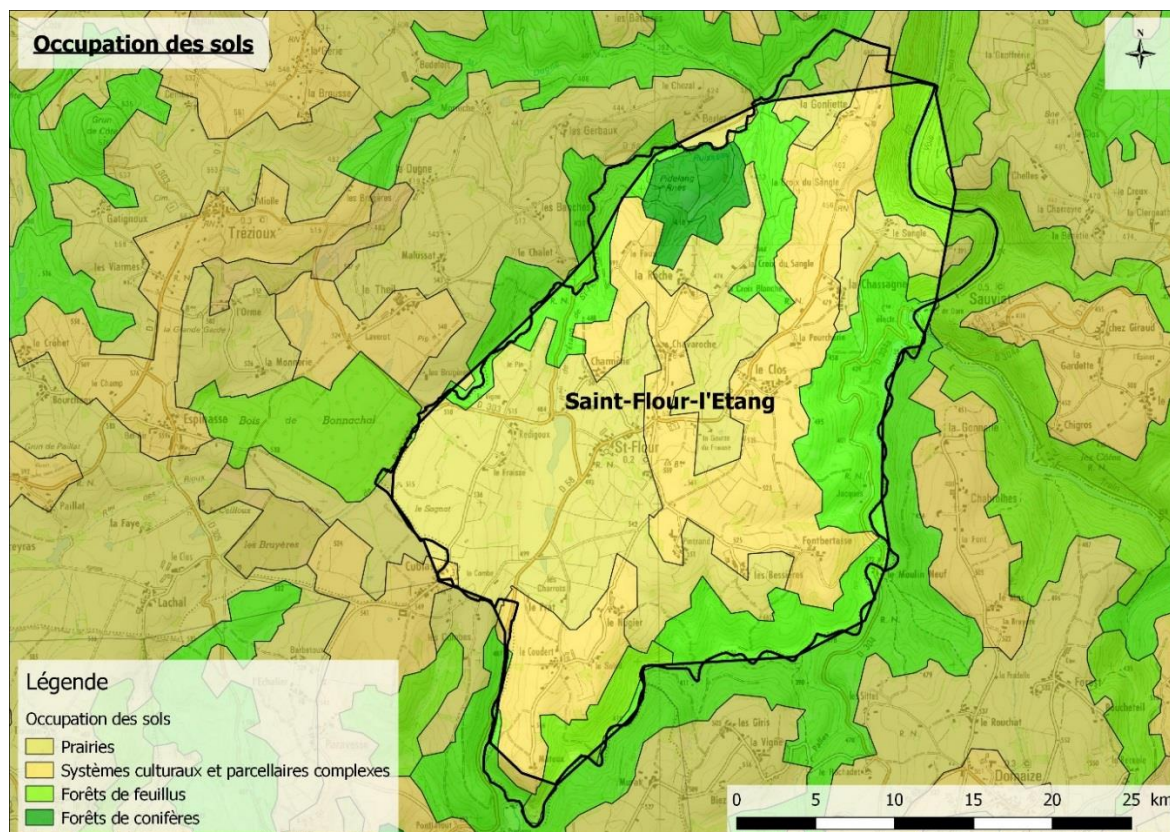
Actuellement, aucun périmètre de protection de captage n'est présent sur le territoire communal.

II.2. Occupation des sols

L'occupation des sols de la commune de Saint-Flour l'Etang est organisée de la manière suivante :

- des surfaces agricoles (majoritaires) ;
- quelques espaces de forêts à la limite Est du territoire communal.

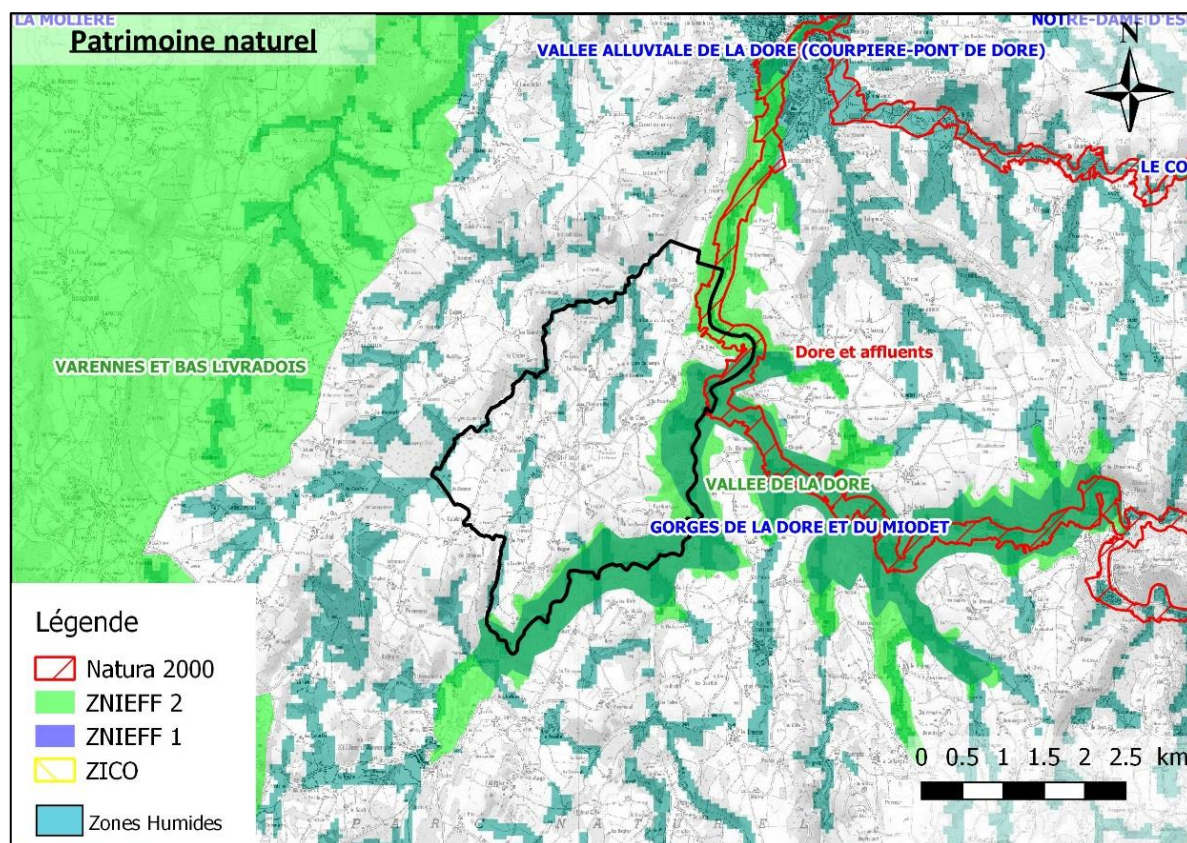
La figure suivante illustre cette organisation sur le territoire communal.



Occupation des sols sur la commune de Saint-Flour-l'Etang (Source : Corine Land Cover 2012)

II.3. Patrimoine naturel

La figure suivante représente la cartographie des zones d'intérêt particulier ou reconnus comme tel sur la commune de Saint-Flour l'Étang.



Patrimoine naturel sur la commune de Saint-Flour-l'Étang (Source : IGN)

Tout d'abord, au Nord-ouest, le territoire communal est concerné par un site d'intérêt communautaire présentant une portée réglementaire à savoir le site Natura 2000 « Dore et affluent » (Publication au Journal Officiel le 26/11/2015). L'importance de cette zone repose d'une part sur les secteurs de forêts alluviales répertoriées habitats remarquables dans l'annexe I de la Directive Habitat et d'autre part parce qu'elle représente un axe migratoire pour le Saumon atlantique (espèce répertoriée dans l'annexe II de la Directive habitat). Le site regroupe en tout 7 espèces et 13 habitats (dont 4 prioritaires) d'intérêt communautaire.

La commune de Saint-Flour-l'Étang est également concernée par les ZNIEFF (Zone Naturelle d'Intérêt écologique, faunistique et floristique) suivantes :

- ZNIEFF de type I : « Gorges de la Dore et du Miodet » ;
- ZNIEFF de type II : « Vallée de la Dore ».

Elles sont toutes deux présentes sur l'ensemble de la limite Est du territoire communal, longé par la Dore.

La présence de ZNIEFF n'a pas de portée réglementaire directe mais indique la richesse et la qualité des milieux naturels mis en évidence. Elles mettent en avant la présence hautement probable d'espèces protégées pour lesquelles existe une réglementation stricte.

Concernant les zones humides potentiellement présentes sur le territoire communal, elles ne constituent pas directement des zonages opposables, mais doivent être prises en compte, par exemple, dans le cadre d'élaboration ou de révision d'un plan local d'urbanisme (PLU), de demande d'autorisation au titre de la police de l'eau, d'élaboration de mesures compensatoires, de mise en œuvre des SDAGE, etc.

Les zones humides correspondent principalement aux abords de l'étang et des cours d'eau.

II.4. Contexte hydrographique

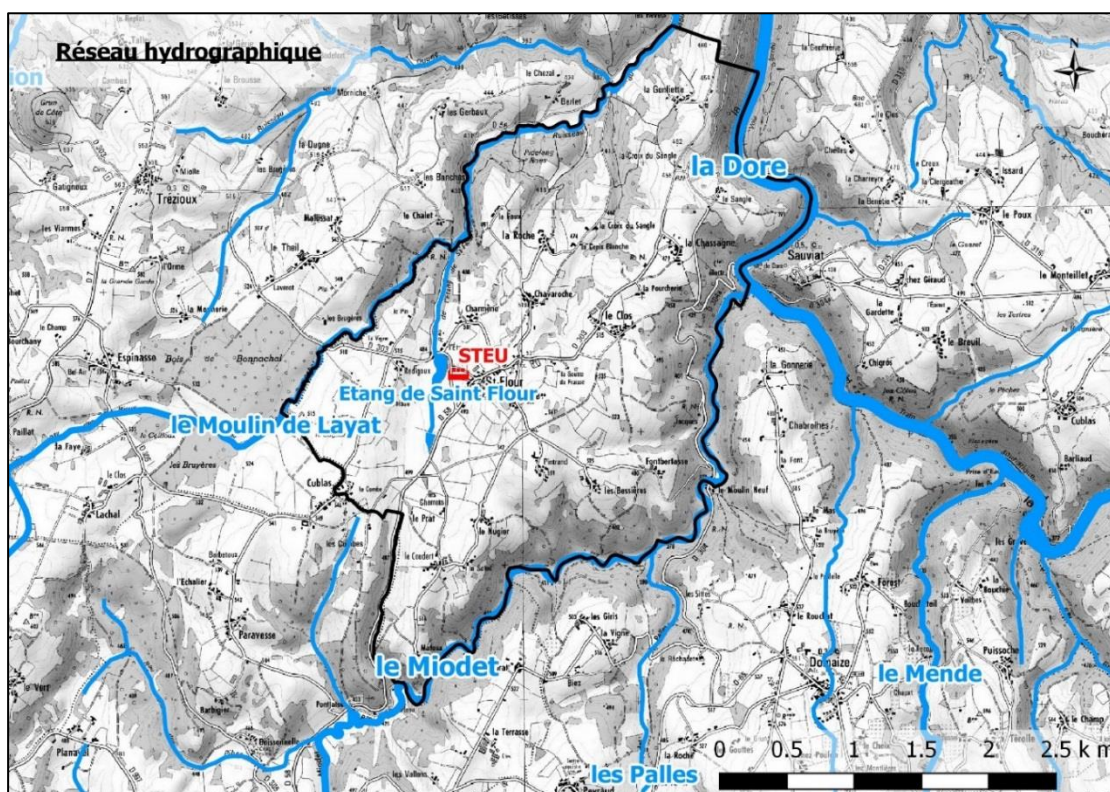
II.4.1. Présentation du réseau hydrographique

La Dore, rivière d'environ 140 km, est l'un des principaux affluents de l'Allier. Elle longe le territoire communal au Nord-Ouest. La Dore prend sa source à Saint-Bonnet-le-Bourg, plus au sud du département, et rejoint l'Allier à Ris (FRGR0230b : La Dore de la confluence du ruisseau de Vertolaye jusqu'à Courpière).

Après avoir pris sa source dans le massif du Livradois à Estandeuil, **le Moulin de Layat**, ruisseau de 11 km, s'écoule en bordure Est du territoire communal. Un de ses affluents prend sa source sur la commune au niveau de **l'Étang de Saint-Flour**. Le Moulin de Layat se jette dans la Dore juste avant Courpière (FRGR1238 : Le Moulin de Layat et ses affluents depuis la source jusqu'à la confluence avec la Dore).

Le Miodet, qui prend sa source à Saint-Eloy-la-Glacière, trace le contour Ouest du territoire communal du sud jusqu'à sa confluence avec la Dore (FRGR1150 : Le Miodet et ses affluents depuis la source jusqu'à la confluence avec la Dore).

La carte suivante présente le réseau hydrographique :



Réseau hydrographique de la commune de Saint-Flour-l'Étang

Le Ruisseau de l'Etang est le milieu récepteur de la station d'épuration située sur le territoire communal.

II.4.2. Outils de gestion

II.4.2.1. La Directive Cadre européenne sur l'Eau :

La Directive Cadre européenne sur l'Eau adoptée le 23 octobre 2000 a eu pour objectif d'atteindre en 2015 le « **bon état** » **écologique et chimique** pour les eaux superficielles et le « bon état » quantitatif et chimique pour les eaux souterraines, tout en préservant les milieux aquatiques en très bon état. La dernière échéance pour l'atteinte de ces objectifs a été reportée à 2027.

Les définitions des différents états demandés sont reportées ci-dessous :

Bon état chimique	Atteinte de valeurs seuils fixées par les normes de qualité environnementales européennes (substances prioritaires ou dangereuses).
Bon état écologique	<i>Seulement pour les eaux de surface</i> Bonne qualité biologique des cours d'eau (IBGN, IBD, IPR), soutenue directement par une bonne qualité hydromorphologique et physico-chimique. Faible écart avec un état de référence pas ou très peu influencé par l'activité humaine.
Bon état quantitatif	<i>Seulement pour les eaux souterraines</i> Equilibre entre les prélèvements et le renouvellement de la ressource.
Bon potentiel écologique	<i>Pour les masses d'eau artificialisées et fortement modifiées</i> Faible écart avec un milieu aquatique comparable appliquant les meilleurs pratiques disponibles possibles, tout en ne mettant pas en cause les usages associés au cours d'eau.

II.4.2.2. Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) :

La totalité du territoire de la commune appartient au bassin hydrographique Loire-Bretagne. Le SDAGE est entré en vigueur en 2015 comme sur les autres bassins hydrographiques métropolitains, pour les années 2016 à 2021.

Le SDAGE fixe les échéances d'atteinte des objectifs d'état écologique et des objectifs d'état chimique pour chaque cours d'eau du bassin Loire-Bretagne. Une échéance d'objectif de « bon état général » en découle (échéance la moins favorable entre l'objectif d'état écologique et celui chimique).

Certains cours d'eau n'ayant pu atteindre les objectifs fixés initialement par la DCE (objectif 2015). Le nouveau SDAGE prévoit ainsi des échéances plus lointaines ou des objectifs moins stricts pour certains cas. Ces cas sont néanmoins justifiés. Les motifs pouvant aboutir à un changement de délai ou d'objectifs sont :

- cause « faisabilité technique » (réalisation des travaux, procédures administratives, origine de la pollution inconnue, manque de données) ;

- cause « réponse du milieu » (temps nécessaire au renouvellement de l'eau) ;
- cause « coûts disproportionnés » (impact important sur le prix de l'eau et sur l'activité économique par rapport aux bénéfices que l'on peut atteindre).

En ce qui concerne les milieux récepteurs situés sur le territoire communal, l'échéance est la suivante :

Masse d'eau	Objectif d'état écologique	Objectif d'état chimique	Objectif d'état global	Justification
FRGR0230b : La Dore depuis la confluence du ruisseau de Vertolaye jusqu'à Courpière	2015	ND	2015	-
FRGR1238 : Le Moulin de Layat et ses affluents depuis la source jusqu'à la confluence avec la Dore	2015	ND	2015	-
FRGR1150 : Le Miodet et ses affluents depuis la source jusqu'à la confluence avec la Dore	2021	ND	2021	Coût disproportionné / Faisabilité technique

Tout projet s'inscrivant dans son bassin versant ne devra pas altérer l'état actuel du cours d'eau.

II.4.2.3. Le SAGE Dore

La commune de Saint-Flour fait partie du SAGE Dore. Il a été approuvé par arrêté inter-préfectoral le 07 Mars 2014. Il regroupe 104 communes sur 3 départements : le Puy-de-Dôme (90 communes), la Haute-Loire (9 communes), et la Loire (5 communes).

La structure porteuse de l'élaboration du SAGE est le Parc naturel régional Livradois-Forez.

Les cinq grands enjeux du SAGE sont :

- la gouvernance, cohérence et organisation,
- la qualité des eaux,
- la qualité des milieux aquatiques et des zones humides,
- la gestion quantitative (rareté),
- les inondations.

II.4.2.4. Zones vulnérables aux nitrates :

Source : DREAL Auvergne - Rhône Alpes

La directive 91/676 du 13 décembre 1991 concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole (Directive "nitrates") fixe comme objectif la réduction de la pollution des eaux superficielles et souterraines.

La commune de Saint-Flour l'Etang n'est pas concernée par les zones vulnérables aux nitrates.

II.4.2.5. Zones sensibles à l'eutrophisation :

La délimitation des zones sensibles à l'eutrophisation a été faite dans le cadre du décret n°94-469 du 03/06/1994, relatif à la collecte et au traitement des eaux urbaines résiduaires, qui transcrit en droit français la directive n°91/271 du 21/05/1991.

Les zones sensibles comprennent les masses d'eau significatives à l'échelle du bassin qui sont particulièrement sensibles aux pollutions azotées et phosphorées responsables de l'eutrophisation, c'est-à-dire à la prolifération d'algues.

Ces zones sont délimitées dans l'arrêté du 23 novembre 1994, modifié par l'arrêté du 22/12/2005, puis par l'arrêté du **9 décembre 2009 portant révision des zones sensibles dans le bassin Loire-Bretagne et l'arrêté du 9 février 2010 portant révision des zones sensibles dans le bassin Rhône-Méditerranée**. Dans ces zones, les agriculteurs doivent respecter un programme d'action qui comporte des prescriptions à la gestion de la fertilisation azotée et de l'interculture par zone vulnérable que doivent respecter l'ensemble des agriculteurs de la zone. Il est construit en concertation avec tous les acteurs concernés, sur la base d'un diagnostic local.

D'après l'arrêté du 21 juillet 2015, les stations de plus de 2000 EH, dont le rejet se situe en zone sensible à l'eutrophisation, sont soumises à des normes de rejet en azote et en phosphore plus contraignantes.

Le territoire communal de Saint-Flour-l'Etang est situé en zone sensible à l'eutrophisation.

II.4.3. Données qualité

Source : Qualité rivière (Agence de l'Eau Loire-Bretagne)

La qualité des eaux de la Dore est suivie à Olliergues, à environ 10 km en amont de la commune.

Le Miodet est suivi à Saint-Dier-d'Auvergne, 5 km en amont de la commune.

Le Moulin de Layat est suivi à Trezioux, au niveau de la RD58 et juste après la confluence avec le Ruisseau de l'Etang de Saint-Flour.

Les tableaux suivants reprennent l'état des eaux au niveau de ces trois stations.

Station : Rau du Moulin de Layat à Trezioux

Année	Bilan Oxygène	Température	Nutriments	Acidification	Invertébrés	Diatomées	Poissons	Etat écologique
2014	-	-	-	-	-	-	Etat mauvais	Etat mauvais
2013	Bon état	Très bon état	Bon état	Très bon état	Bon état	Etat moyen	Etat moyen	Etat moyen

Station : Le Miodet à Saint-Dier-d'Auvergne

Année	Bilan Oxygène	Température	Nutriments	Acidification	Invertébrés	Diatomées	Poissons	Etat écologique
2015	Bon état	Très bon état	Bon état	Très bon état	Bon état	Bon état	-	Bon état
2014	Etat médiocre	Très bon état	Etat moyen	Très bon état	Bon état	Etat médiocre	Etat moyen	Etat médiocre
2013	Bon état	Très bon état	Bon état	Très bon état	Bon état	Etat moyen	Etat moyen	Etat moyen

Station : La Dore à Olliergues

Année	Bilan Oxygène	Température	Nutriments	Acidification	Invertébrés	Diatomées	Macrophytes	Poissons	Etat écologique
2017	Bon état	Très bon état	Bon état	Très bon état	Etat moyen	Bon état	-	Bon état	Etat moyen
2016	Très bon état	Bon état	Bon état	Bon état	Bon état	Bon état	-	-	Bon état
2015	Très bon état	Très bon état	Bon état	Très bon état	Etat moyen	Bon état	-	Bon état	Etat moyen
2014	Etat moyen	Très bon état	Bon état	Très bon état	Etat moyen	Etat moyen	Très bon état	-	Etat moyen
2013	Bon état	Très bon état	Bon état	Très bon état	Très bon état	Bon état	Très bon état	Bon état	Bon état

Le Miodet présente un bon état général en 2015. La Dore présente un état moyen et le ruisseau du Moulin de Layat un mauvais état.

Les stations du Miodet et de la Dore sont situées en amont du territoire communal. L'impact de la commune sur ces deux cours d'eaux ne peut être défini.

La station du ruisseau du Moulin de Layat se situe juste après la confluence avec le ruisseau de l'Etang de Saint-Flour, milieu récepteur du système d'assainissement de Saint-Flour l'Etang. Les rejets de la station d'épuration ont potentiellement un impact sur la qualité des eaux du Moulin de Layat.

Plusieurs exploitations agricoles et habitations en assainissement autonome sont situées à proximité des cours d'eau et peuvent potentiellement avoir un impact sur leur qualité.



Zonage d'assainissement des eaux usées

I. Objectifs et réglementation

I.1. Objectifs

L'étude de zonage d'assainissement vise plusieurs objectifs :

➤ Objectifs techniques :

- La définition des prescriptions en matière d'assainissement des eaux usées en situations actuelle et future.
- La délimitation des secteurs en assainissement collectif, donc devant être raccordés au réseau d'assainissement conformément au code de la santé publique, et des secteurs en assainissement non collectif, zone d'intervention du Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC).
- La détermination de l'aptitude à l'assainissement non collectif des principales zones et la recommandation de certains types de filières.
- L'identification des contraintes vis-à-vis de chaque mode d'assainissement, la comparaison entre ces solutions et la détermination du meilleur compromis technique, économique, environnemental, dans le respect des obligations réglementaires.
- Cette étude contribue également à maîtriser les dépenses publiques en définissant un programme de travaux réfléchi en fonction de la situation actuelle et des aménagements à venir, afin d'anticiper sur les besoins futurs de la collectivité.

➤ Objectifs de développement et d'orientations :

- La vérification de l'adéquation entre le projet de développement de la commune et les capacités de traitement des ouvrages d'assainissement.
- La mise en cohérence des orientations de développement communales, à savoir l'adéquation entre le document d'urbanisme prochainement en vigueur et le zonage d'assainissement.

➤ Objectifs réglementaires :

- Respect du Code Général des Collectivités Territoriales, et de la loi sur l'eau, qui imposent la réalisation du zonage d'assainissement.

I.2. Rappel réglementaire

La réalisation du zonage d'assainissement est imposée par le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), modifié par la loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques du 30 décembre 2006, qui précise :

➡ Article L2224-10 :

« Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :

1) Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;

2) Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif. »

D'autres articles importants du CGCT précisent certaines dispositions en matière d'assainissement et de zonage :

➡ Article L2224-8 :

I.-Les communes sont compétentes en matière d'assainissement des eaux usées.

II.-Les communes assurent le contrôle des raccordements au réseau public de collecte, la collecte, le transport et l'épuration des eaux usées, ainsi que l'élimination des boues produites. Elles peuvent également, à la demande des propriétaires, assurer les travaux de mise en conformité des ouvrages visés à l'article L. 1331-4 du code de la santé publique, depuis le bas des colonnes descendantes des constructions jusqu'à la partie publique du branchement, et les travaux de suppression ou d'obturation des fosses et autres installations de même nature à l'occasion du raccordement de l'immeuble.

L'étendue des prestations afférentes aux services d'assainissement municipaux et les délais dans lesquels ces prestations doivent être effectivement assurées sont fixés par décret en Conseil d'Etat, en fonction des caractéristiques des communes et notamment de l'importance des populations totales agglomérées et saisonnières.

III.-Pour les immeubles non raccordés au réseau public de collecte, les communes assurent le contrôle des installations d'assainissement non collectif. Cette mission de contrôle est effectuée soit par une vérification de la conception et de l'exécution des installations réalisées ou réhabilitées depuis moins de dix ans, soit par un diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien pour les autres installations, établissant, si nécessaire, une liste des travaux à effectuer.

Les communes déterminent la date à laquelle elles procèdent au contrôle des installations d'assainissement non collectif ; elles effectuent ce contrôle au plus tard le 31 décembre 2012, puis selon une périodicité qui ne peut pas excéder dix ans.

Elles peuvent, à la demande du propriétaire, assurer l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif. Elles peuvent en outre assurer le traitement des matières de vidanges issues des installations d'assainissement non collectif.

Elles peuvent fixer des prescriptions techniques, notamment pour l'étude des sols ou le choix de la filière, en vue de l'implantation ou de la réhabilitation d'un dispositif d'assainissement non collectif.

➡ Article R2224-7 :

Peuvent être placées en zone d'assainissement non collectif les parties du territoire d'une commune dans lesquelles l'installation d'un système de collecte des eaux usées ne se justifie pas, soit parce qu'elle ne présente pas d'intérêt pour l'environnement et la salubrité publique, soit parce que son coût serait excessif.

➡ Article R2224-8 :

L'enquête publique préalable à la délimitation des zones mentionnées aux 1° et 2° de l'article L. 2224-10 est conduite par le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, dans les formes prévues par les articles R. 123-6 à R. 123-23 du code de l'environnement.

➡ Article R2224-15 :

Les communes doivent mettre en place une surveillance des systèmes de collecte des eaux usées et des stations d'épuration en vue d'en maintenir et d'en vérifier l'efficacité, d'une part, du milieu récepteur du rejet, d'autre part.

Un arrêté des ministres chargés de la santé et de l'environnement fixe les modalités techniques selon lesquelles est assurée la surveillance :

- De l'efficacité de la collecte des eaux usées ;*
- De l'efficacité du traitement de ces eaux dans la station d'épuration ;*
- Des eaux réceptrices des eaux usées épurées ;*
- Des sous-produits issus de la collecte et de l'épuration des eaux usées.*

Les résultats de la surveillance sont communiqués par les communes ou leurs délégataires à l'agence de l'eau et au préfet, dans les conditions fixées par l'arrêté mentionné à l'alinéa précédent.

II. Etat des lieux de l'assainissement collectif communal

II.1. Organisation et gestion

La commune assure en régie la compétence relative à l'assainissement collectif (collecte, transport et dépollution des eaux usées). Le service d'assainissement collectif dessert 22 branchements.

La commune de Saint-Flour l'Etang est concernée par un système d'assainissement majoritairement en unitaire.

Les effluents de la commune sont dirigés vers l'unité de traitement de type « lit bactérien » d'une capacité 200 EH.

Actuellement 85 % de la population de la commune est en assainissement non collectif. En effet, seule le Bourg est en assainissement collectif.

Un plan du réseau d'assainissement figure en Annexe 1.

II.2. Inventaire des rejets

La compétence eau potable est assurée en régie par le SIAEP Rive Gauche de la Dore. Il assure l'alimentation et la distribution en eau potable des 16 communes adhérentes (4960 abonnés).

En 2016, la consommation d'eau potable globale de la commune était de 25 580 m³ pour un équivalent d'environ 215 abonnés (source : relevé global des consommations d'eau potable).

Données	2016
Nombre total d'abonnés (assujettis)	32
Volume annuel total en m³ (assujettis)	3 862
	58,3 m ³ /an/abonné
Consommation moyenne (m³)	159,7 l/j/abonné
	69,4 l/j.EH

La quasi-totalité des habitants ne sont pas raccordés à l'assainissement collectif (183 abonés sur 215 sont en assainissement non collectif).

Une consommation moyenne de 69,4 l/j/EH peut être retenue pour l'ensemble des abonnés assainissement de la commune.

II.3. Caractéristiques du système d'assainissement

II.3.1. Réseaux d'eaux usées

Les principales caractéristiques du réseau sont présentées dans le tableau ci-dessous :

Type de réseau	Linéaire	Ouvrages particuliers	Remarques
Unitaire	558 ml	2 déversoirs d'orage	Problème d'eaux claires parasites permanentes important.
Séparatif EU	243 ml	(aucun n'est soumis	Un des déversoirs d'orage déverse pour des pluies de
Séparatif EP	460 ml	à déclaration)	faible occurrence.
			Présence de dépôts sur une branche d'eaux usées.

II.3.2. La station d'épuration

II.3.2.1. Présentation et dimensionnement :

La station d'épuration date de 2006. Il s'agit d'un lit bactérien d'une capacité nominale de 200 EH (12 kg DBO₅, 30 m³/j).

La station d'épuration est principalement constituée :

- d'un dégrilleur ;
- d'un décanteur-digester ;
- d'un filtre bactérien.



Vue aérienne de la station d'épuration



Le dégrilleur



Le décanteur-digester



Le filtre bactérien

II.3.2.2. Autosurveillance

Des bilans d'auto surveillance ont été réalisés par le SATESE chaque année depuis 2008. Seuls la DCO et le NH₄⁺ sont mesurés en entrée de station. Aucune mesure (ou estimation) de débit n'est présente

dans les rapports de la SATESE. Le tableau ci-dessous présente le bilan d'autosurveillance réalisé en 2016 par le SATESE.

Paramètres		22/06/2016
		Temps sec ensoleillé
Débit (m ³ /j)		Absence de données
DBO ₅	Sortie (mg/L)	10
	Entrée (mg/L)	384
DCO	Sortie (mg/L)	67
	Rendement (%)	85
MES	Sortie (mg/L)	18
NH ₄ ⁺	Sortie (mg/L)	8,95
NO ₂ ⁻	Sortie (mg/L)	0,32
NO ₃ ⁻	Sortie (mg/L)	4,2
NK	Sortie (mg/L)	11,7
NGL	Sortie (mg/L)	16,2
PO ₄ ³⁻	Sortie (mg/L)	1,92

Ces données mettent en évidence que les rejets répondent à la réglementation.

II.3.2.3. Capacité du système d'assainissement à accepter les effluents actuels et futurs prévus par le présent zonage :

Les rapports du SATESE contiennent peu d'information. Aucune mesure (ou estimation) de débit n'est présente. Cela ne permet donc pas de conclure sur la charge hydraulique reçue par la station de la commune. De plus, les rapports donnent des informations sur la concentration et non sur les flux des matières polluantes en entrée et en sortie de station.

Actuellement, 22 branchements sont comptabilisés sur le réseau soit 51 EH. Avec un potentiel de 5 logements supplémentaires, le nombre d'équivalents-habitants sera de 63.

De plus, le programme de travaux du schéma directeur d'assainissement prévoit des mises en séparatif, permettant de diminuer la charge hydraulique à l'entrée de l'unité de traitement.

L'unité de traitement est en capacité d'accepter les effluents actuels et futurs.

III. Etat des lieux de l'assainissement autonome communal

III.1. Organisation du service d'assainissement non collectif

La compétence assainissement non collectif est portée par la Communauté de communes Thiers Dore et Montagne.

La commune de Saint-Flour l'Etang compte 183 abonés disposant d'un assainissement autonome représentant l'ensemble des hameaux de la commune.

III.2. Faisabilité de l'assainissement non collectif

III.2.1. Méthodologie

Afin de définir les possibilités en termes d'assainissement pour les secteurs actuellement non desservis par un réseau collectif, il est indispensable d'identifier :

- Les contraintes environnementales : la présence de périmètre de protection de captage ou de zone inondable peut rendre impossible toute solution d'assainissement non collectif, auquel cas l'analyse des points suivants n'est pas nécessaire ;
- Les contraintes d'habitat : la surface disponible sur la parcelle attenante à l'habitation est un élément déterminant pour le choix de la filière d'assainissement non collectif. Dans le cas où aucune disponibilité foncière n'est envisageable, le recours à des filières compactes ou semi-collectives (une filière pour quelques habitations) devra être envisagé ;
- Les caractéristiques du milieu physique : quand la mise en place de filières d'assainissement non collectif est envisageable, une analyse du milieu physique est réalisée en utilisant la méthode SERP (Sol, Eau, Roche, Pente).

La faisabilité de l'assainissement autonome a été évaluée.

III.2.2. Contraintes environnementales

Le territoire communal n'est pas concerné par un périmètre de protection de captage.

Le territoire communal n'est pas concerné par le risque inondation de la Dore et du Miodet.

Des zones humides sont présentes sur le territoire aux abords des cours d'eau et de l'Etang. Elles peuvent présenter un caractère hydromorphe (sol saturé en eau).

III.2.3. Contraintes d'habitat

Aucune carte d'aptitude des sols à l'assainissement non-collectif n'a été réalisée sur le territoire communal. Il sera nécessaire avant toute implantation de réaliser une étude de perméabilité du sol au niveau parcellaire.

Les surfaces disponibles pourront permettre d'implanter pour 70% des habitations en assainissement autonome des filières classiques.

Aucune autre contrainte majeure n'a été recensée. La pente du terrain devra être vérifiée.

III.2.4. Caractéristiques du milieu physique

Les sols de la commune de Saint-Flour l'Etang sont de plusieurs natures :

- Majoritairement, des faciès d'altération de granite de Saint-Dier ;
- Entouré de granites calco-alcanin à biotité et cordiérite ;
- Des sables et argiles : colluvions et alluvions de bas de versant et fond de vallon des régions à roches cristallines, notamment autour de la Dore.

III.2.5. Synthèse

Ainsi, compte tenu de la nature locale des sols variable et de l'absence de contraintes majeures, les filières de type tranchées d'épandage, filtre à sable vertical drainé ou non et tertre d'infiltration semblent les plus adaptées. Les fiches descriptives de ces filières sont données en Annexe 3.

Il est important de souligner que le type de filière est donné à titre indicatif sur la base de l'étude réalisée et que la filière à mettre en place ne pourra être déterminée qu'à l'issue d'une étude approfondie à l'échelle de la parcelle concernée.

IV. Zonage d'assainissement des eaux usées

IV.1. Zones en assainissement collectif

IV.1.1. Choix des élus

Actuellement, le Bourg est desservi par le système d'assainissement collectif. La maîtrise d'œuvre concernant le nouvel aménagement a démarré. Il sera desservi par un réseau d'eaux usées à très court terme. Il a été décidé de le classer au même titre que le bourg en zone d'assainissement collectif.

Aucune zone n'est classée en assainissement collectif future.

IV.1.2. Organisation du service d'assainissement collectif

La collectivité est tenue d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées (art. L 2224-8 du CGCT).

L'étendue des prestations et les délais dans lesquels ces prestations doivent être assurées sont fixés, par décret en Conseil d'Etat, en fonction des caractéristiques des communes et notamment de l'importance des populations raccordées.

L'ensemble de ces prestations doit, en tout état de cause, être assuré sur la totalité du territoire au plus tard au 31 Décembre 2005 (art. L 2224-9 du CGCT).

Le raccordement des immeubles aux égouts disposés, sous la voie publique, pour recevoir les eaux domestiques est obligatoire dans un délai de 2 ans à compter de la mise en service de l'égout (Article L1331-1 du Code de la Santé publique (CSP)).

Tous les ouvrages nécessaires pour amener les eaux usées à la partie publique du branchement sont à la charge exclusive des propriétaires et la commune contrôle la conformité des installations correspondantes (Article L1331-4 du CSP).

Dès l'établissement du branchement, les fosses et autres installations de même nature sont mises hors d'état de service ou de créer des nuisances à venir, par les soins et aux frais des propriétaires (Article L 1331-5 du CSP).

IV.2. Zones en assainissement non collectif

IV.2.1. Définition

La Loi sur l'eau affirme l'intérêt général de la préservation de l'eau, patrimoine commun de la Nation. Elle désigne l'assainissement non collectif comme une technique d'épuration à part entière permettant de contribuer à cet objectif en protégeant la santé des individus et en préservant la qualité des milieux naturels grâce à une épuration avant rejet.

L'assainissement non collectif (ou autonome, ou individuel) désigne tout système d'assainissement effectuant la collecte, le traitement et le rejet des eaux usées domestiques sur une parcelle privée. Ce mode d'assainissement efficace permet de disposer de solutions économiques pour l'habitat dispersé.

IV.2.2. Choix des élus

Le reste du territoire communal représentant l'ensemble des hameaux est en assainissement non collectif.

IV.2.3. Description des filières d'assainissement non collectif

Etant donné la variabilité des différentes contraintes rencontrées (perméabilité variable), les filières les plus adaptées sont les tranchées d'épandage, le filtre à sable drainé ou non et le tertre d'infiltration. Les fiches descriptives de ces filières sont présentées en Annexe 3.

Il est recommandé à tout particulier désirant construire ou réhabiliter un dispositif d'assainissement non collectif de faire réaliser une étude à la parcelle qui déterminera les contraintes au droit du projet et la filière la plus adaptée.

IV.2.4. Gestion et organisation

IV.2.4.1. Le service public d'assainissement non collectif

La mise en place du Service Public d'Assainissement Non Collectif a été instituée par la loi sur l'eau du 3 janvier 1992.

La loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006 a modifié et précisé certains aspects de ce service, dont les principales obligations ont été retranscrites dans le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment dans l'Article L2224-8 – III :

Pour les immeubles non raccordés au réseau public de collecte, **les communes assurent le contrôle des installations d'assainissement non collectif**. Cette mission de contrôle est effectuée soit par une vérification de la conception et de l'exécution des installations réalisées ou réhabilitées depuis moins de huit ans, soit par un diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien pour les autres installations, établissant, si nécessaire, une liste des travaux à effectuer.

Les communes déterminent la date à laquelle elles procèdent au contrôle des installations d'assainissement non collectif ; **elles effectuent ce contrôle au plus tard le 31 décembre 2012**, puis selon une **périodicité qui ne peut pas excéder dix ans**.

Elles peuvent, **à la demande du propriétaire**, assurer **l'entretien** et les **travaux de réalisation** et de **réhabilitation** des installations d'assainissement non collectif. Elles peuvent en outre assurer le **traitement des matières de vidanges** issues des installations d'assainissement non collectif.

Elles peuvent **fixer des prescriptions techniques**, notamment pour l'étude des sols ou le choix de la filière, en vue de l'implantation ou de la réhabilitation d'un dispositif d'assainissement non collectif.

La compétence assainissement non collectif est assurée par la communauté de communes Thiers, Dore et Montagne

IV.2.4.2. Le contrôle des installations

Plusieurs contrôles peuvent être mis en œuvre suivant le type d'installation :

☞ Le contrôle de conception et d'implantation des installations nouvelles :

Ce contrôle permet de s'assurer que le projet d'assainissement du particulier est en adéquation avec les caractéristiques du terrain (nature du sol, pente, présence d'un puits destiné à la consommation humaine,...) et la capacité d'accueil de l'immeuble. Il permet également d'informer et de conseiller l'utilisateur.

☞ Le contrôle de réhabilitation :

Ce contrôle permet de s'assurer que les travaux sont réalisés conformément aux règles de l'Art (Norme AFNOR DTU XP 64.1 d'août 2013) et de vérifier le respect du projet validé par le SPANC. Il permet également d'informer et de conseiller l'utilisateur sur l'entretien de son installation d'assainissement individuel. Il est réalisé avant le remblaiement des ouvrages et la remise en état du sol.

☞ Le contrôle de bon fonctionnement :

Ce contrôle permet de vérifier le bon fonctionnement de l'installation d'assainissement non collectif et de s'assurer qu'elle n'est pas à l'origine de pollutions et / ou de problèmes de salubrité publique. Il est réalisé de manière régulière selon une périodicité comprise entre 4 et 8 ans. La fréquence maximale a été décalée à 10 ans d'après la Loi Grenelle II. Il permet également d'informer et de conseiller l'utilisateur.

IV.2.4.3. L'entretien des installations

L'article 15 de l'arrêté du 7 septembre 2009 fixe les modalités d'entretien des dispositifs d'assainissement non collectif :

« Les installations d'assainissement non collectif sont entretenues régulièrement par le propriétaire de l'immeuble et vidangées par des personnes agréées par le préfet selon des modalités fixées par arrêté des ministres chargés de l'intérieur, de la santé, de l'environnement et du logement, de manière à assurer :

- *leur bon fonctionnement et leur bon état, notamment celui des dispositifs de ventilation et, dans le cas où la filière le prévoit, des dispositifs de dégraissage ;*
- *le bon écoulement et la bonne distribution des eaux usées prétraitées jusqu'au dispositif de traitement ;*
- *l'accumulation normale des boues et des flottants et leur évacuation.*

Les installations doivent être vérifiées et entretenues aussi souvent que nécessaire.

La périodicité de vidange de la fosse toutes eaux doit être adaptée en fonction de la hauteur de boues, qui ne doit pas dépasser 50 % du volume utile.

Les installations, les boîtes de branchement et d'inspection doivent être fermées en permanence et accessibles pour assurer leur entretien et leur contrôle.

Les conditions d'entretien sont mentionnées dans le guide d'utilisation, qui doit être fourni avec la filière et qui précise les modalités d'installation, d'entretien et de vidange des dispositifs. »

Pour mémoire, l'arrêté du 6 mai 1996 fixait la périodicité de la vidange de la fosse toutes eaux à 4 ans, ce qui permet de fixer un ordre de grandeur, pertinent pour de l'habitat permanent.

De plus, il est nécessaire de demander un bordereau de suivi des déchets.

Le DTU XP 64.1 d'août 2013, norme pour la mise en œuvre des dispositifs d'assainissement non collectif, précise :

Produits	Objectifs de l'entretien	Action	Périodicité de référence
Fosse septique	Eviter le départ des boues vers le traitement	Inspection et vidange des boues et des flottants si hauteur de boues > 50 % de la hauteur sous fil d'eau (fonction de la configuration de la fosse septique) Veiller à la remise en eau	Première inspection de l'ordre de 4 ans après mise en service ou vidange, puis périodicité à adapter en fonction de la hauteur de boues
Préfiltre intégral ou non à la fosse septique et boîte de bouclage et de collecte	Eviter son colmatage	Inspection et nettoyage si nécessaire	Inspection annuelle
Bac dégraisseur (suffisamment dimensionné)	Eviter le relargage des graisses	Inspection et nettoyage si nécessaire	Inspection semestrielle
Boîte de bouclage et de collecte	Eviter toute obstruction ou dépôt	Inspection et nettoyage si nécessaire	Inspection et nettoyage si boîte de bouclage et de collecte en charge
Dispositifs aérobies	Selon les instructions d'exploitation et de maintenance claires et compréhensibles fournies par le fabricant		

IV.2.5. Coûts et répercussions

En application des articles R2333-121 et R2333-122 du Code général des collectivités territoriales, les prestations de contrôle assurées par le SPANC donnent lieu au paiement par l'utilisateur d'une redevance d'assainissement non collectif. Cette redevance spécifique est destinée à financer les charges du service et doit être distincte de la redevance d'assainissement collectif.

En matière d'investissement, les travaux restent à la charge des propriétaires.

Le coût moyen unitaire d'une réhabilitation est évalué entre 4 000 et 10 000 €HT.

Les particuliers peuvent, dans certains cas, bénéficier d'aides financières de la part de l'agence de l'eau.

IV.3. Cartographie

En cohérence avec le document d'urbanisme, le zonage d'assainissement des eaux usées définira :

➡ **Des zones d'assainissement collectif en situation actuelle :**



Sont concernées par ce zonage les parcelles raccordées ou desservies par un réseau collectif d'assainissement des eaux usées, séparatif ou unitaire.

➡ **Des zones d'assainissement collectif en situation future :**



Sont concernées par ce zonage les parcelles incluses desservies en situation future par le réseau collectif.

➡ **Des zones d'assainissement non collectif :**



Sont concernées par ce zonage le reste du territoire communal non concerné par les zonages en collectif en situation actuelle ou future.

IV.4. Orientations

Le zonage d'assainissement consistera à définir :

➡ **En assainissement collectif actuel :**

- Le Bourg ;
- Le nouvel aménagement aux abords de l'école.

➡ **En assainissement collectif futur :**

Le présent zonage ne prévoit pas de nouvelle zone en assainissement collectif.

➡ **En assainissement non collectif :**

Le reste du territoire communal correspondant à l'ensemble des hameaux.

La cartographie présentée en Annexe 2 constitue le projet de zonage d'assainissement des eaux usées de la commune.



Annexes



Annexe 1 :

Plan des réseaux d'assainissement



Annexe 2 :

Projet de zonage d'assainissement des eaux usées



Annexe 3 :

Fiches descriptives des filières autonomes préconisées



Annexe 4 :

Avis de la DREAL sur la nécessité d'une étude environnementale
